



**HAL**  
open science

# L' "intelligence" comme (in)dépendance : l'Université de tous les savoirs (2000-2013)

Boris Attencourt

## ► To cite this version:

Boris Attencourt. L' "intelligence" comme (in)dépendance : l'Université de tous les savoirs (2000-2013). Culture et (in)dépendance. Les enjeux de l'indépendance dans les industries culturelles, Peter Lang B; Peter Lang B, 2017, 10.3726/b11666 . halshs-03409770v2

**HAL Id: halshs-03409770**

**<https://shs.hal.science/halshs-03409770v2>**

Submitted on 4 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L' « intelligence » comme (in)dépendance : l'Université de tous les savoirs (2000-2013)

Boris Attencourt, CESSP-CSE

De nombreux travaux, aussi bien en France qu'outre Atlantique, se sont intéressés aux transformations affectant les industries culturelles depuis la fin des années 1980, sous l'effet d'importantes innovations technologiques et d'une mondialisation accrue des échanges commerciaux<sup>1</sup>. C'est dans ce contexte où les logiques du profit tendent à s'accroître sur les marchés de la culture que de nombreuses filières ont cherché à démarquer leurs produits de ceux qui se rattachent au pôle de la grande diffusion. Bien qu'elle recouvre des pratiques et des représentations assez différentes suivant les secteurs concernés, la revendication d'indépendance émane d'instances ayant en commun de n'avoir renoncé ni à l'audience, ni à la rentabilité économique. Si l'ambivalence de ce désintéressement a déjà été abordée pour des segments tels que l'édition ou le cinéma<sup>2</sup>, ses aspects restent encore largement à explorer s'agissant d'autres univers culturels, à commencer par celui de la vulgarisation scientifique peu étudié de manière générale<sup>3</sup>. Qu'en est-il en effet des enjeux de l'indépendance propres à une activité ayant à ajuster le contenu de la science aux contraintes de la diffusion élargie ? L'analyse du cas de l'Université de tous les savoirs (Utls) que nous nous proposons ici d'exposer, voudrait ainsi contribuer à éclairer cette question.

---

<sup>1</sup> Entre bien d'autres références, citons : MOULIN Raymonde, *Le Marché de l'art. Mondialisation et nouvelles technologies*, Paris, Flammarion, 2000 ; SCOTT Allen J., *On Hollywood : The Place, the Industry*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; BIELBY Denise, HARRINGTON C. Lee, *Global TV : Exporting Television and Culture in the World Market*, New York, New York University Press, 2008 ; BOUQUILLION Philippe, *Les Industries de la culture et de la communication. Les stratégies du capitalisme*, Grenoble, PUG, 2008 ; CHANTEPIE Philippe, LE DIBERDER Alain, *Révolution numérique et industries culturelles*, Paris, La Découverte, 2010 ; THOMPSON John B., *Merchants of Culture : The Publishing Business in the Twenty-First Century*, Cambridge, Polity Press, 2010.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, NOËL Sophie, *L'édition indépendante critique : engagements politiques et intellectuels*, Lyon, Presses de l'Enssib, 2012 et PINTO Aurélie, « L'exploitation d'un label de qualité dans une industrie culturelle. Le marché de la diffusion des films "Recherche et Découverte" dans les salles de cinéma », *Revue française de socio-économie*, 2 (10), 2012, p. 93-112.

<sup>3</sup> Hormis les grandes enquêtes menées dans les années 1970 par Luc Boltanski et Pascale Maldidier (BOLTANSKI Luc, MALDIDIER Pascale, *La vulgarisation scientifique et ses agents*, Paris, CSE, 1969 ; MALDIDIER Pascale, *Les revues de vulgarisation. Contribution à une sociologie des cultures moyennes*, Paris, CSE, 1973 ; BOLTANSKI Luc, MALDIDIER Pascale, *La vulgarisation scientifique et son public : une enquête sur Science et Vie*, volume 1 et 2, Paris, CSE, 1977 ; BOLTANSKI Luc, MALDIDIER Pascale, « Carrière scientifique, morale scientifique et vulgarisation », *Information sur les sciences sociales*, 3 (9), 1970, p. 99-118), rares sont les recherches ayant été dédiées au thème de la vulgarisation savante.

Lancé en 2000 avec le soutien de l'État comme un événement d'envergure autour de conférences savantes destinées au grand public, l'Université de tous les savoirs va connaître, plus d'une décennie durant, une réussite exceptionnelle. Or, celle-ci ne doit rien au hasard si l'on considère la manière dont l'institution a su se forger l'image d'un label indépendant de l'« intelligence ». En effet, sans avoir le rôle de mot d'ordre indigène tel qu'il fonctionnait à la fin des années 1970 au sein du journal *Le Nouvel Observateur*, le terme « intelligence » n'en caractérise pas moins le style et les modalités d'action de l'Utl qui, en prolongeant cette manière journalistico-intellectuelle, jamais scolaire, inventée par l'hebdomadaire de célébrer la culture légitime<sup>4</sup>, l'accommodent aux attentes d'un grand public cultivé avide de connaissances<sup>5</sup>.

À partir d'une double enquête, ethnographique et socio-historique, il s'agira de montrer que l'indépendance de l'Université de tous les savoirs relève de la position intermédiaire de ces entreprises culturelles de l'« intelligence » et des possibilités de circulation élargie qu'elle leur confère (au sein de l'État et du marché, du monde académique et du journalisme, de la science et du monde de l'entreprise, aux niveaux national et international, etc.). Dans une première partie, nous nous attacherons à expliciter les conditions qui ont vu Yves Michaud – un philosophe universitaire ayant occupé diverses positions extra-académiques – hériter, sous le patronage des plus hautes sphères administratives, d'un projet culturel ambitieux, puis les stratégies d'indépendance par lesquelles il parviendra à transformer une initiative politique en un lieu de référence de l'information scientifique au sein de l'espace public. La deuxième partie sera consacrée au rôle de prestataire de visibilité rapidement endossé par l'Utl pour le compte d'entités cardinales du pouvoir économique et politique (patronat, gouvernement, diplomatie), qui renforcera son indépendance en manifestant cet entrepreneuriat moderne situé à l'interface du public et du privé en réponse aux défis d'un monde globalisé.

---

<sup>4</sup> Voir PINTO Louis, *L'intelligence en action. Le Nouvel Observateur*, Paris, Métaillié, 1984 et, en particulier, p. 15-20.

<sup>5</sup> L'allongement des scolarités et, plus encore, l'augmentation du nombre des diplômés du supérieur depuis la fin des années 1960, portent en effet un nombre croissant d'individus exposés au cours de leur trajectoire à des décalages scolaires et professionnels, à trouver dans la consommation de produits intellectuels libres des formes de rattrapage culturel. Pour une analyse du goût intellectuel profane à partir du traitement d'enquêtes par questionnaire, observations et entretiens réalisées auprès des auditeurs du Collège international de philosophie (respectivement N = 330, 32 et 5) et de l'Université de tous les savoirs (respectivement N = 625, 23 et 22) entre 2007 et 2010, voir ATTENCOURT Boris, *La visibilité intellectuelle : institutions, producteurs, publics*, Thèse de sociologie en cours, EHESS.

## **L'enquête au sein de l'Université de tous les savoirs**

L'analyse de l'Université de tous les savoirs s'insère dans une enquête de terrain menée à partir de 2005 sur différents lieux parisiens de programmation de « conférences » grand public (Bnf, BPI, Centre Pompidou, Collège international de philosophie, Église réformée de l'Etoile, Cité des sciences, Université populaire du Quai Branly, FNAC, les Rendez-vous de l'imaginaire à la fondation Ricard, etc.). Cette immersion empirique qui désigne rapidement l'Utls comme un cas tout à fait incontournable pour l'étude des conditions sociales de la visibilité intellectuelle<sup>6</sup>, nous incite à entamer, à partir d'avril 2007, un travail ethnographique au sein de la faculté de médecine de Paris Descartes qui, implantée dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement de la capitale, accueille l'instance depuis 2001. Aux entretiens réalisés avec Yves Michaud et son équipe, s'est ajoutée la collecte de nombreux documents d'archives (dossiers de presse, rapports d'activité, rapports moraux et financiers, contrat du conférencier, bilan annuel des téléchargements des conférences sur le site, relevés des ventes des produits dérivés, ...). En outre, nous avons pu assister à diverses situations officielles de travail, telles que la mise en place du dispositif des conférences dans un lycée, une conférence de presse ou encore une assemblée générale.

## **Genèse et fabrication d'une entreprise culturelle « intelligente » : la « science » hors les murs**

C'est Jean-Jacques Aillagon, nommé en 1996 à la tête de la Mission interministérielle par le Président de la République Jacques Chirac pour les célébrations de l'an 2000, qui entrevoit l'idée d'une encyclopédie des savoirs à destination du « grand public » sous la forme de conférences journalières tout au long de l'année 2000. Conscient de la nécessité pour un projet de diffusion de culture savante de se munir d'un agrément académique de renom, le responsable de la mission 2000 commence donc par réunir des universitaires appartenant à différentes disciplines auxquels il adjoint quelques personnalités des médias et du culte<sup>7</sup>. Toutefois, cet aréopage se heurte très vite à son principe éclectique de composition qui semble attiser les luttes de préséance académique. Dans ce contexte d'échec de la voie collégiale, Yves Michaud – normalien, agrégé et professeur à l'Université de Paris 1 – qui participe à la commission et a acquis la réputation d'un intellectuel particulièrement actif en dehors de l'université, fait figure aux yeux d'Aillagon de possible recours et trouve là une situation idéale, celle d'un projet à l'existence menacée, pour en négocier une reprise exclusive à la gestion entrepreneuriale.

<sup>6</sup> En ce qui concerne la construction sociologique de la visibilité intellectuelle, voir ATTENCOURT Boris, *La visibilité intellectuelle : institutions, producteurs, publics, op.cit.*

<sup>7</sup> Pour une analyse des dispositifs d'expertise tels que les commissions, colloques, rencontres, etc., voir MEMMI Dominique, « Savants et maîtres à penser. La fabrication d'une morale de la procréation artificielle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 76-77, 1989, p. 82-103 et WEILL Pierre-Édouard, « L'exercice collectif du pouvoir discrétionnaire. Les commissions Droit au logement opposable (DALO) », *Politix*, 4 (112), 2015.

## Un philosophe complet : art, management et politique culturelle

Né en 1944 à Lyon, Yves Michaud est le fils d'un comptable exerçant dans une petite entreprise et d'une mère sans profession. Après une *khâgne* au lycée du Parc à Lyon, il intègre en 1964 l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Agrégé de philosophie en 1968, il consacre une thèse à l'empiriste David Hume qu'il soutiendra en 1981 à la Sorbonne. Recruté aux débuts des années 1970 comme maître-assistant à l'Université de Montpellier, Michaud saisit l'occasion de ce séjour pour affirmer ses intérêts en matière d'esthétique, en se rapprochant de membres du groupe d'art contemporain « Supports/Surfaces »<sup>8</sup> puis en dispensant de 1976 à 1978 des cours de culture générale à l'École d'Art de Marseille Luminy. Devenu, à la fin des années 1970, l'un des commentateurs attirés de nombreuses figures de l'art contemporain, Michaud se rend par là visible auprès des élites familières de ces circuits (personnel politique, patronat, journalistes, etc.). On le retrouve également impliqué très tôt dans le domaine du management, à travers des activités régulières de conseil au sein des entreprises<sup>9</sup>. À la faveur des relations tissées depuis les années 1970 avec le monde de l'art, Michaud obtient en 1986 le poste de rédacteur en chef des *Cahiers du Musée national d'art moderne*. Or, ce haut lieu de l'expérimentation politico-culturelle qu'est Beaubourg va s'avérer un cadre tout à fait opportun, tant à la fréquentation de la haute administration qu'à l'apprentissage de l'événementiel. Ainsi, alors qu'il vient en 1989 d'être nommé professeur au département de philosophie de l'Université de Paris 1, Michaud est aussitôt sollicité pour prendre la direction de l'École nationale supérieure des Beaux-arts à Paris. C'est enfin lors des nombreuses controverses médiatiques autour de la « politique culturelle » survenues au cours des années 1990<sup>10</sup>, qu'il parviendra par ses prises de position dans la presse de qualité (*Le Monde* et *Libération*) et des revues intellectuelles à grand tirage (*Esprit* et *Le Débat*) à asseoir une réputation de philosophe au tempérament de « gêneur » en prise avec les débats de son temps.

L'Université de tous les savoirs, qui sera la seule manifestation programmée sur toute l'année 2000, dispose à ce titre d'un budget relativement important, environ douze millions de francs<sup>11</sup> (ce qui représenterait aujourd'hui d'après l'Insee, en tenant compte de l'inflation, autour de deux millions et demi d'euros). Dès 1998, le projet pour lequel travaillent plusieurs salariés à temps plein (jusqu'à cinq « chargé-e-s de mission » au total) dans les locaux parisiens de la Mission 2000 situés avenue de l'Opéra à Paris, se voit également affecter les services d'une agence de communication (ADL Conseil). Michaud décide d'emblée de réorienter vers les sciences de la nature et les technologies un contenu qu'Aillagon avait souhaité placer plutôt du côté des humanités, en raison sans doute de sa formation littéraire<sup>12</sup>. Toutefois, il importe avant tout pour le philosophe d'atténuer le sceau d'illégitimité dont risque d'être suspectée une entreprise culturelle à la gestion

<sup>8</sup> Le mouvement « Supports/Surfaces » est né en 1969 lors d'une exposition au musée du Havre à l'initiative d'artistes pour la plupart d'origines provinciales.

<sup>9</sup> À partir d'une expérience de consultant accumulée de longue date, Michaud s'est récemment proposé de repenser le management sur des bases plus éthiques (MICHAUD Yves, *Qu'est-ce qu'un management responsable ?*, Paris, Eyrolles, 2013).

<sup>10</sup> Voir DUBOIS Vincent, « Politiques culturelles et polémiques médiatiques. Lectures croisées en guise d'introduction », *Politix*, 6 (24), 1993, p. 5-19.

<sup>11</sup> MICHAUD Yves, entretien du 2 avril 2008 réalisé par nos soins.

<sup>12</sup> D'après le *Who's who* 2009, Aillagon serait titulaire d'un DEA d'histoire de l'art et d'un CAPES d'histoire et de géographie.

individuelle, émanant d'une décision politique discrétionnaire. C'est pourquoi il entreprend d'abord de consulter au sujet d'un programme de conférences savantes les principaux lieux académiques de la recherche fondamentale (Académie des sciences, Collège de France, CNRS, etc.<sup>13</sup>) et appliquée (Commissariat à l'énergie atomique, Centre national d'études spatiales, Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement, etc.<sup>14</sup>), mais aussi les écoles du pouvoir (HEC, Sciences Po-Paris, Ecole Polytechnique, etc.<sup>15</sup>), les administrations (Délégation générale pour l'armement, Direction de l'enseignement et de la recherche, INSEE, etc.<sup>16</sup>) et les grandes entreprises (Cogéma, Dassault Aviation, Elf Atochem, Galeries Lafayette, Lafarge, L'Oréal, Renault, Rhône-Poulenc, Sanofi, Thompson CSF, etc.<sup>17</sup>). Une telle démarche, en plus de lui permettre d'accroître son capital social, a l'avantage de conférer au programme les allures démocratiques d'une consultation. En vue de se prémunir de tout litige dans le tri et la mise en forme des propositions amassées, Michaud s'entoure alors d'un ensemble de spécialistes à la réputation établie qu'il ne sollicite que sur le mode informel, tirant de la sorte parti de leur autorité institutionnelle sans s'exposer aux éventuelles censures des juridictions collectives<sup>18</sup> auxquelles ils appartiennent :

« [...] Ensuite qu'est-ce que j'ai fait après... Je suis allé voir des gens que je connaissais pour chaque discipline, et en qui j'avais confiance, et puis, je leur ai demandé de m'aider à trier : "donc ça non", "ça c'est trop scolaire", "ça c'est loufoque", "ça c'est important", "ça par rapport à ça, ça n'y est pas"... J'ai trié les mathématiques avec Alain Connes... J'ai trié la physique avec Jean Audouze [...] la biologie avec Jean-Pierre Changeux et puis je ne sais pas qui...<sup>19</sup> ».

« [...] Encore une fois, je ne crois pas aux comités... parce que les gens n'ont jamais le temps, et ensuite souvent, ils règlent leurs questions personnelles ou ils font leur numéro, etc. Donc [...] j'aime mieux gérer les gens individuellement... C'est pas du tout pour les manipuler... mais c'est plus facile surtout<sup>20</sup> ».

Si l'accumulation de soutiens au sein des mondes scientifique et entrepreneurial a sans aucun doute contribué à élever la valeur d'un projet parrainé par l'État, c'est d'après Michaud l'arrivée de l'éditrice Odile Jacob à la réussite exemplaire sur le marché des idées

---

<sup>13</sup> Voir le dossier de presse de la Mission 2000 en France à propos de l'Université de tous les savoirs et de son programme de conférences.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> ABBOT Andrew, *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1988.

<sup>19</sup> MICHAUD Yves, entretien du 2 avril 2008 réalisé par nos soins.

<sup>20</sup> *Ibid.*

qui en a définitivement scellé la dynamique, en garantissant l'apport de ce vaste réseau académico-mondain constitué autour du renouveau du sociobiologisme en France depuis la fin des années 1970<sup>21</sup> et au sein duquel elle joue un rôle cardinal<sup>22</sup>.

« Ce qui a déterminé les choses... c'est les premiers accords... À partir du moment où des gens comme François Jacob, les néo-biologistes acceptaient... ça suivait<sup>23</sup> ».

Les thèmes et les auteurs portés par les éditions Odile Jacob vont ainsi bénéficier d'une place de choix dans la programmation de l'Université de tous les savoirs en se voyant attribuer la période de lancement des conférences. Expression d'une parfaite division du travail entre conférences et publication des actes, la coalition de l'Utlis et de la maison d'édition s'avérera d'ailleurs particulièrement efficace sur le long terme en permettant de rétro-alimenter leur audience respective.

---

### **Odile Jacob en tête d'affiche**

C'est le père de l'éditrice, le médecin et biologiste François Jacob – professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française et co-lauréat du Nobel de médecine en 1965 – qui inaugurera le 1<sup>er</sup> janvier 2000 l'Université de tous les savoirs avec une conférence intitulée « La vie ». Par la suite, un peu moins de la moitié des conférences proposées de janvier à mars 2000 (41 sur un total de 90) s'inscriront dans les deux grands axes thématiques des éditions Odile Jacob que sont la sociobiologie (5 conférences sur « Qu'est-ce que la vie ? », 4 conférences sur « Aspects du développement humain », 9 conférences sur « Le cerveau, les comportements et les passions ») et la santé (8 conférences sur les « Perspectives sur les maladies », 11 conférences sur « Comment nous soignerons-nous ? », 4 conférences sur « Santé, industrie et solidarité »). Parmi les intervenants, on retrouvera également de nombreux « auteurs maison » comme François Jacob, Jean-Pierre Changeux, Antoine Danchin, René Frydman, Alain Prochiantz, Etienne-Emile Baulieu, Marc Jeannerod, Alain Berthoz, Luc Montagnier et Philippe Kourilsky. Enfin, Odile Jacob fera ici « coup double » en voyant ses idées et auteurs occuper le haut de l'affiche, d'abord dans ce qui se veut une encyclopédie orale des savoirs à l'orée du nouveau millénaire, puis de nouveau dans la version écrite dont l'éditrice a la charge<sup>24</sup>.

Avec le renfort d'une valeur aussi sûre qu'Odile Jacob, la rentabilité du projet est quasi assurée et les nouveaux investisseurs ne vont dès lors cesser d'affluer. Le ralliement de Laurence Paye-Jeanneney en est une parfaite illustration puisque celle qui a mené une carrière de cadre dirigeante, à la fois du côté des grandes entreprises et de la haute

---

<sup>21</sup> Voir LEMERLE Sébastien, *Le Singe, le gène et le neurone*, Paris, PUF, 2014.

<sup>22</sup> Tant son père, François Jacob – membre de l'institut Pasteur, professeur au Collège de France et prix Nobel de médecine que son époux, Bernard Gottlieb – normalien, énarque et haut fonctionnaire passé, entre autres, par le Ministère des Affaires étrangères –, nous offrent un aperçu du capital social à la fois académique et politico-administratif détenu par l'éditrice.

<sup>23</sup> MICHAUD Yves, entretien du 2 avril 2008 réalisé par nos soins.

<sup>24</sup> Cf. MICHAUD Yves (dir.), *Qu'est-ce que la vie ?*, Paris, Odile Jacob, 2000 et *Qu'est-ce que l'humain ?*, Paris, Odile Jacob, 2000.

administration avant de prendre la direction du Conservatoire national des arts métiers (CNAM), saisit là l'opportunité d'héberger un événement culturel majeur tout à fait dans la ligne de l'innovation industrielle, du management et de la formation des cadres, promue par son établissement. L'attrait irrésistible de l'Utls se confirmera enfin par la couverture médiatique nationale que s'engagent alors à lui consacrer des médias de premier plan issus de la presse (*Télérama, Le Monde, Le Monde des débats*<sup>25</sup>), de la radio (*France Culture, France Inter, France Info*) et de la télévision (*La Cinquième* et *La chaîne parlementaire*). Il ne restera plus à l'Utls qu'à adjoindre à ces gages du sérieux académique et d'ouverture au monde entrepreneurial tout l'arsenal publicitaire de l'effet d'annonce médiatique pour qu'aussitôt lancée, l'instance remporte une audience considérable.

Grâce à son entregent, Michaud parvient à construire une entreprise culturelle de production de palmarès savants sur la scène publique, partie prenante dans les luttes pour la définition légitime des classements intellectuels. De fait, ce qui incite Odile Jacob à rejoindre Yves Michaud au sein du projet de l'Université de tous les savoirs, c'est aussi la possibilité d'affirmer la relativisation des déterminismes sociaux et psychologiques établies par différents courants théoriques associés au structuralisme (marxisme, psychanalyse, sociologie bourdieusienne, etc.), au nom des conditionnements plus puissants qu'exercerait la biologie sur les individus mais dont la complexité combinatoire nous laisserait somme toute d'infinis latitudes.

*« Vous savez...moi je pense qu'au train où ça va, la question de la liberté et du déterminisme va être tranchée dans les années qui viennent...dans le sens d'un déterminisme compliqué...par l'analyse du génome... [...] On est libre tout bonnement parce que le nombre de facteurs qui nous déterminent nous dépasse complètement... [...] Et même l'inconscient [...] a une réalité... Une grande partie de ce que la psychanalyse a mis en mots va être justifiée en termes neurologiques, mais du coup le langage psychanalytique n'aura plus aucun intérêt...<sup>26</sup> ».*

## **Un prestataire d' « intelligence » à la clientèle de luxe**

Compte tenu du retentissement de l'Université de tous les savoirs durant l'année 2000, Michaud n'a aucun mal à en obtenir la pérennisation par Jack Lang, alors ministre en exercice de l'Éducation nationale du gouvernement socialiste de Lionel Jospin.

---

<sup>25</sup> Il s'agissait d'un mensuel à grand tirage créé en 1999 par le sociologue Michel Wieviorka – directeur d'études à l'EHESS – qui disparaîtra après seulement deux années d'existence.

<sup>26</sup> MICHAUD Yves, entretien du 2 avril 2008 réalisé par nos soins.



Rebaptisée « l'Université de tous les savoirs – la suite », l'institution acquiert en 2001 le statut d'une association placée sous la tutelle de l'Université de Paris 5 qui héberge ses locaux et activités et lui alloue sur le plan financier une importante dotation annuelle. À raison de plusieurs cycles annuels de conférences journalières réparties sur une à deux semaines, la programmation a lieu dorénavant dans l'amphithéâtre Binet de la faculté de médecine du quartier Saint-Germain-des-Prés à Paris. En reconduisant les procédés ayant permis à l'Utl de capter le grand public en 2000 (sciences de la nature, savants de renom, entreprises, médias, etc.), Michaud procure d'emblée aux conférences des niveaux tout aussi élevés d'audience qui vont en quelque sorte parachever l'institutionnalisation de son entreprise. L'ampleur et la durée relativement inédites du succès qu'elle connaîtra peuvent être notamment mises au compte du format oral et concis des conférences qui, supports à de nombreux produits dérivés pour une longue chaîne d'exploitation (émissions de radio et de télévision, tribunes dans la presse, publications grand format, livres de poche, vidéos, cds, etc.), tendent à redoubler les logiques circulaires des échanges et des profits sur le marché des idées.

### **Une institution sous haut patronage**

À l'occasion de la 500<sup>ème</sup> conférence de l'Utl que dispense le 24 octobre 2003 l'historienne Arlette Farge sur le thème « Entre ferveur et douleur : le peuple parisien au temps des Lumières », une grande cérémonie est organisée dans l'enceinte de la faculté de médecine de Paris 5. Parmi les invités de marque, figurent à titre officiel Jean-Jacques Aillagon – ministre de la Culture – et Luc Ferry – ministre de l'Éducation nationale – tous deux alors en fonction dans le gouvernement conservateur de Jean-Pierre Raffarin, ainsi que Claude Allègre et Jack Lang en tant qu'anciens ministres socialistes de l'Éducation nationale ayant activement concouru à la vie de l'instance.

#### **Document 1 : Photographie prise le 24 octobre 2003 à l'occasion de la 500<sup>ème</sup> conférence de l'Université de tous les savoirs à l'université de Paris 5**

*Fichier document 1 à insérer*

De gauche à droite : Claude Lanzmann, Jack Lang, Odile Jacob, Jean-Jacques Aillagon, Luc Ferry, Yves Michaud.

Source : « Rapport d'activité L'Université de tous les savoirs – la suite. Année 2003 », Association UTLS – la suite, 45, rue des Saints-Pères 75006 Paris.

Fort de son image de lieu incontournable de la diffusion de la culture scientifique, le label d'Yves Michaud ne pouvait manquer d'intéresser des franges éclairées de la classe dominante ayant pris l'habitude de subsumer un grand nombre de leurs intérêts catégoriels derrière l'autorité de la « science ». Rien d'étonnant alors à ce que l'Utl

devienne rapidement l'un des fournisseurs d'accès, parmi les plus réputés, à de la visibilité « intelligente » en mettant à disposition tout un ensemble d'expériences et de savoir-faire professionnels capitalisés dans le domaine de l'événementiel scientifique (viviers et castings de conférenciers, sélection des thèmes et programmes, stratégies de communication, etc.). À cet égard, l'examen des sources de financement perçues de 2002 à 2006 par l'association<sup>27</sup> démontre l'instauration progressive de ce type de prestations à destination de la clientèle de luxe (gouvernement, grandes entreprises, diplomatie, etc.) que lui procurent ses relations d'interdépendance entretenues avec les régions du pouvoir politique et économique.

La connivence qui, par le biais de son responsable, unit l'Université de tous les savoirs aux sommets de l'État, rendait quasi inévitable les échanges de bons procédés entre les deux parties. D'où le fait, par exemple, que Jack Lang, alors qu'il est ministre de l'Éducation nationale, fasse appel au début de l'année 2002 à Yves Michaud et son entreprise pour l'organisation du « premier forum de la démocratie et du savoir »<sup>28</sup> consistant en deux journées de débats publics autour de sujets à tonalité politico-médiatique. Mais il s'agit aussi à travers cet événement culturel « intelligent », comme le laisse entendre sans détour l'intitulé du communiqué de presse du Ministère de l'Éducation nationale, de rallier des « intellectuels » à la candidature imminente du premier ministre, Lionel Jospin, à l'élection présidentielle.

---

<sup>27</sup> Cf. « Rapport d'activité. L'Université de tous les savoirs – la suite. Juillet 2001 – Juillet 2002, « Rapport d'activité. L'Université de tous les savoirs – la suite. Juillet 2002 – juin 2003 », « Rapport moral et financier. L'Université de tous les savoirs – la suite. Année 2004 (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2004) », « Rapport moral et financier. L'Université de tous les savoirs – la suite. Année 2005 (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005) », « Rapport moral et financier. L'Université de tous les savoirs – la suite. Année 2006 (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2006) », Association UTLS – la suite, 45, rue des Saints-Pères 75006 Paris.

<sup>28</sup> Notons que l'Ults recevra en 2002 pour cette mission une subvention de 230 000 euros qui représente à elle seule les trois-quarts de ce que lui alloue sur cette même année l'Université de Paris 5 (305 000 euros).

## Un beau « salon » au Collège de France

Le « premier forum de la démocratie et du savoir » réunissait le 2 et 3 février 2002 au Collège de France, un panel d'universitaires, d'essayistes et de journalistes pour des échanges de vues face au grand public. Les deux journées de débats, après avoir été respectivement introduites par une allocution du premier ministre Lionel Jospin puis de son ministre de l'Éducation nationale Jack Lang, portaient sur les thèmes suivants : « égalité, demande de justice et répartition », « sécurité, insécurité, violence », « choix scientifiques et techniques et démocratie », « Contrat et solidarité sociale », « migrations, communautés, intégration » ou encore « le poids des médias sur les activités publiques ». Parmi les intervenants issus du monde académique et/ou intellectuel, figuraient des philosophes (Catherine Audard, Yves Michaud, Chantal Mouffe, Geneviève Fraisse, Zygmunt Bauman, Jean-Fabien Spitz), des sociologues (Robert Castel, Claudine Haroche), des politologues (Pascal Perrineau, Catherine Wihtol de Wenden), des juristes (Geneviève Koubi, Pierrette Poncela), des physiciens (Claude Weibuch, Gérard Mégie), un économiste (Thomas Piketty), un historien (Gérard Noiriel), un médecin (Didier Houssin), une anthropologue (Françoise Héritier), une sémiologue (Julia Kristeva) et, enfin, un directeur de revue (Olivier Mongin). Excepté l'un d'entre eux qui prenait part aux débats (Olivier Mazerolle de *France télévision*), les journalistes présents (Jean Birbaum du *Monde*, Gérard Dupuy et Rober Maggiori de *Libération*, Didier Pillet de *Ouest-France*, Patrice Lanoy de la chaîne de télévision *Planète Future*) étaient, quant à eux, dévolus aux fonctions de modérateur. Enfin, le journal *Le Monde* du 3 et 4 février 2002 publiait un dossier spécial intitulé « La démocratie en débat » restituant sous forme de tribunes les prises de position d'un certain nombre de ceux ayant participé au forum quelques jours plus tôt.

**Documents 2 & 3 : Communiqué de presse du Ministère de l'Éducation nationale à propos du premier forum de la démocratie et du savoir programmé le 2 et 3 février 2002 au Collège de France et extrait de la une du *Monde* le 4 février 2002 annonçant le dossier spécial consacré aux débats lors du premier « forum de la démocratie et du savoir »**

*Fichiers document 2 & document 3 à insérer si possible côte à côte*

Sollicité par les plus hauts dignitaires de l'État pour intervenir sur la scène politique nationale, Michaud va également parvenir à rapprocher l'Utls des circuits diplomatiques, en collaborant notamment à la mise en place de ces vitrines de l'excellence française à l'étranger. Pour le compte de l'Ambassade de France en Chine en 2005, puis de celle de Corée en 2006, l'Utls conçoit ainsi une série de conférences avec des savants de renom associés à des domaines technologiques innovants (treize à Pékin où intervient en séance de clôture le chimiste français nobélisé en 1987 Jean-Marie Lehn et deux à Séoul dont l'une est assurée par le physicien médaillé d'or du CNRS en 2005 Alain Aspect), dans le but de promouvoir la recherche et l'industrie hexagonales auprès des fractions dirigeantes en place et en devenir (patrons, hauts fonctionnaires, étudiants) de ces deux pays.

En ayant pris soin d'impliquer le milieu des grandes entreprises dès l'origine du projet, Michaud fait aussi de celles-ci un terrain d'échanges privilégié pour le commerce

de son label. En témoigne l'accord conclu en 2002 avec la compagnie d'assurances internationale *Generali* qui confie à l'Université de tous les savoirs la tâche de lui fournir des conférences aux idées attrayantes, en vue d'initier ses cadres aux nouvelles tendances de la pensée. Cette prestation qui vaut à l'Utls une importante indemnité annuelle<sup>29</sup>, se traduira entre autres par la livraison de deux conférences en 2004 (l'une de l'expert d'État Gérard Chaliand sur « Le terrorisme aujourd'hui » et l'autre du médecin et universitaire Axel Kahn, finalement annulée) et de cinq en 2005 (« Les espoirs de la thérapie génique » du pédiatre Arnold Munnich, « Les grands changements dans la famille aujourd'hui » du sociologue François de Singly, « Éthique et entreprise » du philosophe André Comte-Sponville et « Les nanotechnologies : technologies de l'avenir » du physicien Claude Weisbuch). À ces demandes de culture savante de la part du privé, s'ajoutent celles plus habituelles du *sponsoring* où des partenariats d'image négociés sur la base de rétributions matérielles et/ou symboliques. Ce sont bien des transactions de ce type qui uniront par exemple l'Université de tous les savoirs à la MGEN ou encore à EADS. L'Université de tous les savoirs qui s'est en effet associée à la MGEN dans le cadre de son cycle « Les nouvelles thérapies » programmé en janvier 2004, sera gratifiée en retour de nombreux avantages par la mutuelle : subvention de 35 000 euros convertie en campagne d'affichage au sein des transports parisiens, interviews de conférenciers dans son journal « Valeurs mutualistes », diffusion du programme à travers ses établissements de santé, etc. De la même manière, le grand consortium européen de l'aéronautique attribuera à l'Utls une aide financière de 30 000 euros (10 000 euros en 2005 et 20 000 euros en 2006) pour l'amélioration de son site internet en contrepartie d'un affichage permanent de la marque EADS sur ce dernier.

De la conduite d'une entreprise comme l'Utls, Michaud tire d'indéniables atouts dans la lutte éminemment concurrentielle pour l'accès à la visibilité parmi lesquels, on l'a vu, une position d'intermédiation aux multiples possibilités transactionnelles sur le marché des idées<sup>30</sup>, mais également un label de l'« intelligence » offrant un mode d'existence auprès des médias autrement plus pérenne que celui de l'actualité éditoriale.

---

<sup>29</sup> L'assureur versera tout d'abord 100 000 euros de 2002 à 2003, puis 30 000 euros jusqu'à la fin du contrat, deux ans après, en 2005.

<sup>30</sup> Pour l'analyse d'un lieu équivalent, celui de l'émission « Répliques » animée à France Culture par le philosophe et journaliste Alain Finkielkraut, voir ATTENCOURT Boris, « Badiou *versus* Finkielkraut. Débat du siècle ou débat dans le siècle ? », *Zilsel*, 1 (1), 2017, p. 117-152.

\*\*\*

La formule de l'Utls telle que l'a conçue Yves Michaud, reflète donc une synthèse plutôt inédite de dispositifs où les signes de l'indépendance s'établissent sur des dépendances multiples, en vertu des rapports d'intrication entre l'État et le marché qu'instituent ces nouvelles fractions dominantes au sein des espaces locaux, nationaux et internationaux du pouvoir<sup>31</sup>. L'Utls se caractérise par ce « légitimisme plural » propre à la fabrication de la « pensée science po »<sup>32</sup> qui, dans ce cas, se décline par la mise en avant d'une science de qualité (personnalités scientifiques de renom, institutions académiques prestigieuses, etc.) pour laquelle la ligne exigée est impérativement celle de la participation, de l'accommodement ou à défaut de l'indifférence aux ordres politique et économique. Enfin, en contribuant à accentuer la conformation des savants aux logiques politico-économico-journalistiques de la visibilisation et, partant, le brouillage des frontières entre production intellectuelle autonome et hétéronome, l'Université de tous les savoirs n'est pas sans s'accorder aussi avec les réformes néolibérales de l'enseignement supérieur mises en œuvre en France depuis la fin des années 1980<sup>33</sup>, au point de leur procurer une espèce d'expérimentation particulièrement réussie de ce qu'elles sous-tendent à plus ou moins long terme, à savoir la remise en cause progressive du monopole exercé par l'Université sur la définition de la connaissance scientifique légitime.

---

<sup>31</sup> Voir DUBOIS Vincent (dir.), *Le politique, l'artiste et le gestionnaire*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2012, LAURENS Sylvain, *Les courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles*, Marseille, Agone, 2015 ainsi que DENORD François, LAGNEAU-YMONET Paul, *Le concert des puissants*, Paris, Raisons d'agir, 2016 et FRANCE Pierre, VAUCHEZ Antoine, *Sphères publiques, intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

<sup>32</sup> Voir BOURDIEU Pierre, BOLTANSKI Luc, « La production de l'idéologie dominante », art. cit., GARRIGOU Alain, *Les élites contre la République*, Paris, La Découverte, 2001 et DULONG Delphine, *Moderniser la politique*, Paris, L'Harmattan, 1998.

<sup>33</sup> Voir CHARLE Christophe et SOULIE Charles (dir.), *Les ravages de la "modernisation" universitaire en Europe*, op. cit. et *La dérégulation universitaire*, Paris, Syllepse, 2015.